

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

La reprise est bien engagée au Québec. Après avoir reculé de 1,4 % en 2009, le PIB réel devrait progresser de 2,3 % en 2010 et de 2,6 % en 2011.

Le Québec a mieux résisté à la récession que ses principaux partenaires commerciaux, notamment grâce aux actions du gouvernement.

En 2009, la production et l'emploi ont moins diminué au Québec qu'en Ontario, au Canada et aux États-Unis.

Les déficits prévus s'élèvent maintenant à :

- 4,3 milliards de dollars en 2009-2010 (1,4 % du PIB);
- 4,5 milliards de dollars en 2010-2011 (1,4 % du PIB);
- 2,9 milliards de dollars en 2011-2012 (0,9 % du PIB);
- 1,2 milliard de dollars en 2012-2013 (0,4 % du PIB);
- retour à l'équilibre budgétaire est prévu en 2013-2014.

Ces prévisions présentent une amélioration en 2009-2010 et en 2010-2011 par rapport à la mise à jour de l'automne 2009.

RETROUVER L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Le budget 2010-2011 poursuit la démarche amorcée au dernier budget en vue du retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014, comme prévu par la loi. Sans ce plan, le déficit en 2013-2014 serait de 12,3 milliards de dollars.

Avec le budget 2010-2011, 90 % des actions à mener en vue du retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 sont annoncées. Le solde à résorber sera donc de 1,1 milliard de dollars.

Le plan prévoit :

Un effort prioritaire du gouvernement en matière de contrôle des dépenses, dont :

- le gel, pour deux ans, des salaires du premier ministre, des ministres et des députés;
- le gel de la masse salariale de la fonction publique jusqu'en 2013-2014;
- la réduction graduelle de 10 % des dépenses de nature administrative d'ici 2013-2014;
- le maintien du remplacement de seulement un départ d'employé sur deux à la retraite et l'élargissement de cette mesure au personnel administratif des réseaux de la santé et de l'éducation, incluant les cadres;
- la révision et l'examen des programmes gouvernementaux;
- la fusion ou l'abolition d'une trentaine d'organismes.

Grâce à un effort additionnel de rationalisation de la part des sociétés d'État et en raison d'une intensification de la lutte à l'évasion fiscale et à l'évitement fiscal, le gouvernement assumera plus de 60 % de l'effort requis pour le retour à l'équilibre budgétaire.

Des mesures nécessaires afin d'accroître les revenus, notamment :

- une hausse de la TVQ d'un point de pourcentage additionnel le 1^{er} janvier 2012;
- la mise en place progressive d'une contribution générale pour la santé le 1^{er} juillet 2010;
- la mise en œuvre de la Politique de financement des services publics;
- une hausse de la taxe sur les carburants de 1 cent le litre à chaque année de 2010 à 2013;
- une augmentation temporaire de la taxe compensatoire des institutions financières.

Cadre financier du budget 2010-2011 intégrant les mesures du Plan de retour à l'équilibre budgétaire

(en millions de dollars)

	DONNÉES PRÉLIMINAIRES	PRÉVISIONS		PROJECTIONS		
	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15
Revenus budgétaires	62 650	65 477	68 521	72 496	75 728	78 682
Dépenses de programmes	- 60 769	- 62 561	- 63 907	- 65 282	- 66 686	- 69 282
Service de la dette	- 6 154	- 6 980	- 7 832	- 8 749	- 9 588	- 9 737
Total des dépenses budgétaires	- 66 923	- 69 541	- 71 739	- 74 031	- 76 274	- 79 019
Résultats nets des entités consolidées	598	750	979	1 072	618	828
Provision pour éventualités	- 300	- 300				
Autres mesures à identifier			311	324	1 051	1 051
SURPLUS (DÉFICIT)	- 3 975	- 3 614	- 1 928	- 139	1 123	1 542
Versements au Fonds des générations						
- Revenus dédiés	- 715	- 892	- 972	- 1 061	- 1 123	- 1 227
- Hausse du prix de l'électricité patrimoniale						- 315
Réserve de stabilisation	433					
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	- 4 257	- 4 506	- 2 900	- 1 200	0	0

Dépenses de programmes, 2009-2010 à 2013-2014

(en millions de dollars)

	DONNÉES PRÉLIMINAIRES	PROJECTIONS			
	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Budget de mars 2009 : dépenses de programmes à 3,2 %	- 60 769	- 62 741	- 64 732	- 66 802	- 68 931
Variation en %	3,8	3,2	3,2	3,2	3,2
Budget de mars 2010 : effort additionnel aux dépenses de programmes		—	250	525	800
Sous-total	- 60 769	- 62 741	- 64 482	- 66 277	- 68 131
Variation en %		3,2	2,8	2,8	2,8
- Contribution santé	—	180	575	945	945
- Autres contributions à identifier	—	—	—	50	500
Sous-total	—	180	575	995	1 445
Dépenses de programmes prévues au budget 2010-2011	- 60 769	- 62 561	- 63 907	- 65 282	- 66 686
Variation en %		2,9	2,2	2,2	2,2

DES EFFORTS ADDITIONNELS POUR RÉDUIRE LA DETTE

Le gouvernement réitère son engagement à poursuivre ses efforts de réduction de l'endettement. À cet égard, il :

- maintient les versements au Fonds des générations malgré le déficit;
- accroît, à compter de 2014-2015, les efforts de réduction de la dette en versant au Fonds des générations les sommes provenant de la hausse graduelle du prix de l'électricité patrimoniale;
 - L'augmentation de 1 ¢/kWh du prix de l'électricité patrimoniale sur une période de cinq ans se traduira par des revenus supplémentaires annuels d'environ 1,6 milliard de dollars à terme, en 2018.
- révisé les objectifs de réduction de la dette.
 - Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés sur le PIB devra être de 17 % en 2026, alors qu'il est de 35,4 % au 31 mars 2010.
 - Le ratio de la dette brute par rapport au PIB devra s'élever à 45 % en 2026, alors qu'il est de 53,2 % au 31 mars 2010.
 - Il s'agit de bornes maximales.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

Les emprunts réalisés au cours de l'exercice 2009-2010 devraient s'élever à 15 475 millions de dollars, soit :

- 9 742 millions de dollars pour le fonds consolidé du revenu;
- 2 415 millions de dollars pour le Fonds de financement;
- 3 318 millions de dollars pour Financement-Québec.

En 2009-2010, 12,6 milliards de dollars ont été empruntés sur le marché canadien :

- émissions publiques, 9,2 milliards de dollars;
- emprunts privés, 2,1 milliards de dollars;
- produits d'épargne, 0,6 milliard de dollars;
- programme des immigrants investisseurs, 0,7 milliard de dollars.

En 2009-2010, le gouvernement a réalisé 18,7 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, et ce, dans trois devises différentes :

- deux emprunts totalisant 1 575 millions d'euros (2 496 millions de dollars canadiens) en avril 2009 et en mars 2010;
- deux emprunts totalisant 16 000 millions de yens (197 millions de dollars canadiens) en avril 2009;
- un emprunt de 200 millions de francs suisses (206 millions de dollars canadiens) en décembre 2009.

En 2009-2010, le gouvernement a effectué pour 3,9 milliards d'emprunts par anticipation.

En 2010-2011, le programme de financement prévu est de 12 936 millions de dollars. Il aurait été de 16 791 millions de dollars si des emprunts n'avaient pas été effectués par anticipation en 2009-2010.

En 2011-2012, le programme de financement devrait être de 17 857 millions de dollars.

Perspectives économiques du Québec

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2009	2010	2011
PIB réel	- 1,4	2,3	2,6
Consommation réelle	0,6	2,3	1,8
Exportations réelles	- 11,4	4,0	4,5
Création d'emplois (milliers)	- 37,5	38,7	41,6
Taux de chômage (%)	8,5	8,5	8,4
Prix à la consommation	0,6	2,0	2,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	43,4	44,6	42,7
Marchés financiers canadiens (%)			
Taux cible du financement à un jour	0,4	0,5	1,4
Bons du Trésor - 3 mois	0,4	0,6	1,7
Obligations - 10 ans	3,3	3,8	4,5

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Programme de financement du gouvernement

(en millions de dollars)

	2008-09	2009-10 ^P	2010-11 ^P	2011-12 ^P
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU				
Besoins financiers nets ^{(1), (2)}	117	4 443	5 133	4 050
Remboursements d'emprunts	4 549	6 205	3 658	6 307
Variation de l'encaisse	- 2 413	- 8 161	- 3 855	—
Fonds d'amortissement des régimes de retraite, autres actifs des régimes et fonds dédiés aux avantages sociaux futurs - Dépôts	2 678	112	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽³⁾	- 3 792	3 288	—	—
Financement réalisé par anticipation	8 161	3 855	—	—
TOTAL — Fonds consolidé du revenu	9 300	9 742	4 936	10 357
FONDS DE FINANCEMENT	1 439	2 415	4 500	4 000
FINANCEMENT-QUÉBEC	2 675	3 318	3 500	3 500
TOTAL	13 414	15 475	12 936	17 857

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

P : Résultats préliminaires pour 2009-2010 et prévisions pour les années subséquentes.

(1) Exclut les entités consolidées.

(2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et du FCMA.

(3) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement a effectué des déboursés de 3 288 M\$ en 2009-2010 à la suite de l'évolution des taux de change. Ces déboursés n'ont pas d'effet sur la dette. En 2008-2009, le gouvernement avait encaissé 3 792 M\$.

Cotes de crédit actuelles du gouvernement du Québec

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

LE PROFIL FINANCIER AUJOURD'HUI

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télexcopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Finances

Québec

